

Les quartiers précaires d'Abidjan vont être rasés

Abidjan.net > Actualités > Agence France-Presse

Tous les bidonvilles de la ville d'Abidjan, accusés par les autorités ivoiriennes d'abriter des "assaillants" ayant pris part à l'insurrection du 19 septembre, vont être rasés d'ici un mois, a annoncé le gouverneur du district d'Abidjan, cité vendredi dans la presse ivoirienne.

"Tous les quartiers précaires d'Abidjan, caches d'armes et de drogue des assaillants, seront rasés", a déclaré le gouverneur Pierre Amondji, selon le quotidien Soir Info. "Et d'ici un mois, il n'y aura plus de quartier précaire à Abidjan", a-t-il ajouté.

"Ces endroits sont un repaire de bandits. Et en cette situation de guerre que nous vivons, certains des terroristes qui ont attaqué la ville d'Abidjan sont allés se cacher dans ces quartiers", a dit le gouverneur, cité par le journal 24 Heures.

Selon le quotidien indépendant, le gouverneur a déclaré: "Quand nous allons mener cette action de déguerpissement, de grâce ne venez pas nous dire que nous avons jeté les gens à la rue!". "Toutes ces personnes occupent le domaine public illégalement", a-t-il poursuivi.

Selon le journal, les 10 communes du district d'Abidjan abritent au moins chacune un "quartier précaire".

Ces quartiers sont majoritairement peuplés d'immigrés ouest-africains originaires du Mali, de la Guinée et surtout du Burkina Faso, qui a été nommément accusé par certains journaux proches du pouvoir de soutenir les militaires rebelles tandis que le gouvernement ivoirien montre du doigt un Etat voisin, sans autre précision.

Besida Tonwe, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) à Abidjan, souligne également que "20 à 30% d'Ivoiriens vivent dans ces quartiers précaires".

"Ces +déguerpissements+ étaient prévus depuis le début de l'année mais cela a été accéléré" par la crise, a déclaré à l'AFP Mme Tonwe.

L'OCHA ne "souhaite pas que cette opération se fasse dans ce climat particulièrement tendu. Nous essayons de faire comprendre aux autorités que cela créera des dysfonctionnements sociaux, qui ne pourront que compliquer la situation".

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est dit vendredi "préoccupé par la situation", soulignant qu'"une solution viable de relogement" de ces "déguerpis" devait être envisagée.

La délégation de l'Union européenne (UE) à Abidjan a fait savoir qu'elle avait contacté les autorités ivoiriennes pour obtenir davantage d'information sur ce programme de destruction et sur les dispositions prises pour accueillir les personnes délogées.

La Commission européenne a par ailleurs indiqué qu'elle était disponible pour fournir une aide humanitaire si les besoins se faisaient sentir, notamment à Bouaké, deuxième ville du pays aux mains des rebelles depuis le début du soulèvement militaire le 19 septembre.

Le 2 octobre, les Etats-Unis ont exprimé leur inquiétude devant des "déplacements de personnes" par les autorités ivoiriennes à Abidjan, incitant "le gouvernement de Côte d'Ivoire à faire tout ce qui est en son pouvoir pour (...) continuer de respecter les droits de l'Homme de tous les citoyens et résidents" du pays.